

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 16 octobre 2023

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

38,1 %

C'est le taux d'inflation du Ghana en septembre 2023, en glissement annuel – une baisse de 2 points par rapport au mois d'août.

Nigéria :

La CBN lève les restrictions liées à l'importations des 43 produits ; Le gouvernement considère un financement auprès de la Banque mondiale à hauteur de 1,5 Md USD ; L'Etat de Lagos lance la construction d'un complexe de studios cinéma ; La France entend contribuer à la réponse au déficit de financements pour les micro-entreprises nigérianes.

Ghana :

Déversement du barrage d'Akosombo : le gouvernement alloue 40 M USD aux agriculteurs victimes des inondations ; Inauguration de cinq stations-service de gaz auto par GOIL PLC.

La CBN lève les restrictions liées à l'importations des 43 produits

[La Banque centrale du Nigeria \(CBN\) a annoncé la levée des restrictions de change imposées à l'importation d'une liste de 43 produits.](#) A la suite de la baisse du prix du pétrole, la CBN avait en 2015 choisi de réduire artificiellement la demande en dollar des importateurs nigériens, espérant par la même occasion stimuler la production nationale, en interdisant l'accès au marché local des changes aux importateurs d'une liste de 43 produits. Ainsi, les importateurs riz, le ciment, la viande, etc. ne pouvaient plus accéder aux « marché officiel » des devises. En pratique, si une entreprise avait besoin d'importer du riz, elle pouvait le faire, mais elle ne pouvait pas pour cela obtenir de devises auprès des banques commerciales régulées par la CBN.

Cette politique a notamment créé un marché des devises à deux vitesses au Nigeria. Dans la pratique, le taux de la CBN, parce qu'il était indexé et donc subventionné, était devenu la source préférée pour acheter des devises, tandis que le taux parallèle, parce qu'il n'était pas subventionné, était devenu la source privilégiée pour vendre des devises, ce qui a encouragé le recours au marché parallèle.

La levée de l'interdiction d'accès au change pour ces 43 produits vient donc confirmer la volonté des autorités de normaliser le marché des changes au Nigéria. Il s'agit d'un signe attendu des observateurs, dans un contexte de dépréciation massive du naira (-67,9 % sur le marché officiel et -43,0 % sur le marché parallèle), et alors que l'accès aux devises souffre encore de sévères restrictions de fait.

Le gouvernement considère un financement auprès de la Banque mondiale à hauteur de 1,5 Md USD

[Le gouvernement a approuvé le principe d'emprunt de 1,5 Md USD auprès de la Banque mondiale, a déclaré lundi le ministre des Finances Wale Edun.](#)

Ce prêt permettrait d'une part d'augmenter les réserves en devises étrangères du pays. Récemment, la banque américaine JPMorgan avait révélé que les réserves extérieures nettes du Nigeria s'élevaient à 3,7 Md USD fin 2022, contre 14,0 Md USD en 2021. Si la différence avec les réserves brutes (37,1 Md USD, soit 6,9 mois d'importation) est équivoque et s'explique par des titres de dette qui ne sont pas exigibles immédiatement, cette baisse sensible des réserves nettes du Nigeria reste inquiétante. Le secteur privé se plaint par ailleurs d'un accès aux devises qui demeure contraint.

D'autre part, le prêt auprès de la Banque mondiale pourrait permettre de financer les mesures de compensation destinées aux populations vulnérables touchées par le choc des réformes. Le Président Tinubu avait notamment annoncé, à l'occasion de la fête nationale le 1^{er} octobre, une augmentation provisoire du salaire minimum, une suspension de la TVA sur le diesel, un complément de rémunération pour les fonctionnaires fédéraux, et un versement de 25 000 NGN (33 USD) par mois pendant trois mois à 15 millions de ménages. Les modalités de ces mesures restent toutefois encore imprécises.

L'Etat de Lagos lance la construction d'un complexe de studios cinéma

[Ce mercredi, le Gouverneur de l'Etat de Lagos, Sanwo-Olu, a posé la première pierre de la Lagos Film City, un complexe de studios cinématographiques.](#) Ils seront construits sur un terrain de 100 hectares à Epe, une zone encore peu mise en valeur, dans l'Est de l'Etat. Le site, qui devrait être opérationnel d'ici deux ans, comprendra des studios de tournage, de montage, de photographies ainsi que tous les services annexes nécessaires à la réalisation d'un film. Le gouverneur a également annoncé le doublement des subventions pour les jeunes talents.

Cet investissement de 100 M USD, fruit d'un partenariat entre l'Etat de Lagos, Ebony Life Academy, Delyork et Ogidi Studios, s'inscrit dans une stratégie plus globale du gouvernement pour promouvoir l'industrie cinématographique nigériane.

Pour rappel, Nollywood contribue à l'économie nigériane à hauteur de 6 Md USD soit 2,5 % du PIB.

La France entend contribuer à la réponse au déficit de financements pour les micro-entreprises nigérianes

S.E Mme Emmanuelle Blatmann et le Service économique régional ont rencontré le CEO de la filiale nigériane de la banque de microfinance française Baobab, M. Eric Ntumba, et le CEO de Baobab +, antenne spécialisée dans l'accès à l'énergie et aux services digitaux, M. Kolawole Osinowo. [Lors de sa visite, Madame l'Ambassadrice a souligné l'importance de l'inclusion financière pour le développement économique et social, ainsi que l'engagement de la France envers le soutien de telles initiatives.](#)

L'Ambassadrice a également évoqué les opportunités de coopération entre Baobab et l'Ambassade de France dans le cadre de projets portés par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Ces initiatives incluraient l'expansion de l'accès aux services financiers aux communautés défavorisées, ciblant en particulier les femmes, et la promotion de l'entrepreneuriat local.

Déversement du barrage d'Akosombo : le gouvernement alloue 40 M USD aux agriculteurs victimes des inondations

[Le Ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture, Dr. Bryan Acheampong, a annoncé ce mercredi 18 octobre que le gouvernement ghanéen allouerait 40 M USD pour soutenir les agriculteurs affectés par le déversement des barrages d'Akosombo et de Kpong.](#) Ces fonds proviennent du Programme de résilience des systèmes alimentaires financé par la Banque mondiale et visent à aider les agriculteurs les plus durement touchés à reconstruire leurs moyens de subsistance. Le 15 septembre dernier, en raison de fortes précipitations qui ont provoqué une élévation du niveau d'eau dans les réservoirs, l'Autorité du fleuve Volta (VRA) avait décidé d'ouvrir les vannes des barrages hydroélectriques d'Akosombo et de Kpong, situés dans la région de l'Est, dans le but de déverser l'excédent d'eau accumulé. Ce déversement, accéléré en octobre, a provoqué des inondations touchant neuf districts et entraînant des coupures d'électricité généralisées. En conséquence, des terres agricoles et des communautés en aval des barrages ont été inondées, forçant environ 26 000 personnes à se déplacer.

Inauguration de cinq stations-service de gaz automobile par GOIL PLC

[La Ghana Oil Company Limited \(GOIL PLC\), entreprise publique ghanéenne, a récemment ouvert cinq nouvelles stations-service de gaz automobile à travers le Ghana, et annoncé la construction de deux usines d'embouteillage.](#) Ces stations, stratégiquement situées dans des villes clés du pays, s'inscrivent dans la mise en œuvre de la politique gouvernementale de recirculation des cylindres (CRM). L'objectif de cette politique est d'assurer que d'ici 2030, 50 % de la population ghanéenne ait un accès à un gaz de pétrole liquéfié (GPL) sûr, propre et respectueux de l'environnement.

Selon le Ministère de l'Énergie, l'ouverture de ces installations représente une avancée majeure dans la politique énergétique du pays, qui privilégie le gaz naturel comme combustible de transition pour les transports et l'énergie, en raison de son impact moindre sur les émissions de gaz à effet de serre.

De plus, l'augmentation du nombre de stations-service facilitera l'approvisionnement en gaz, ce qui encouragera son utilisation, à la fois pour les véhicules qu'en tant que combustible de cuisson. Cela devrait également favoriser la création d'emplois dans le secteur, avec notamment l'ouverture de garages spécialisés dans la conversion et l'entretien des véhicules fonctionnant au gaz, essentiels pour soutenir la transition progressive vers l'utilisation du GPL.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr